

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
44036 Nantes Cedex 2

Nantes, le 09/09/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/08/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CARRIERES ET MATERIAUX DU GRAND OUEST

146 Quai Emile Cormerais
44800 Saint-Herblain

Références : N1-2024-854-Rap Insp
Code AIOT : 0006303275

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/08/2024 dans l'établissement CARRIERES ET MATERIAUX DU GRAND OUEST implanté Bréfauchet 44320 Chaumes-en-Retz. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES ET MATERIAUX DU GRAND OUEST
- Bréfauchet 44320 Chaumes-en-Retz
- Code AIOT : 0006303275
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CMGO exploite une carrière de roches massives (gneiss) autorisée par arrêté préfectoral du 21 octobre 2002 pour une durée de 30 ans. La production maximale autorisée est de 2 000 000 tonnes par an.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas

un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Limitation des émissions de poussières : suite inspection du 29/07/2021	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.1	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	30 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Comité de suivi	Arrêté Préfectoral du 21/10/2002, article 12	/	Demande d'action corrective	30 jours
11	Bilan annuel des retombées de poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.9	/	Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Méthode de contrôle des émissions sonores : suite inspection du 29/07/2021	AP Complémentaire du 21/02/2020, article V	Susceptible de suites	Sans objet
3	Fréquence de contrôle des émissions sonores	Arrêté Préfectoral du 21/10/2002, article 8.5	Susceptible de suites	Sans objet
4	Valeurs limites des eaux d'exhaure	Arrêté Préfectoral du 21/10/2002, article 9.4	Susceptible de suites	Sans objet
5	Valeurs limites des retombées de poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7	/	Sans objet
6	Suivi des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 21/10/2002, article 9.5	/	Sans objet
7	Plan	Arrêté Préfectoral du 21/10/2002, article 12	/	Sans objet
9	Documents sur les tirs de mines	Arrêté Préfectoral du 21/10/2002, article 8.6.3	/	Sans objet
10	Prévention des envols de poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit poursuivre l'installation des portes sur les bâtiments des installations secondaires

et tertiaires.

En cas de modification des conditions d'exploitation, le plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière devra être révisé en application de l'article 16 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994. Il devra être transmis au préfet.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Limitation des émissions de poussières : suite inspection du 29/07/2021

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.1
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 27/07/2023• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : <p>Toutes les dispositions nécessaires sont prises par l'exploitant pour que l'installation ne soit pas à l'origine d'émissions de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publiques, et ce même en période d'inactivité.</p> <p>Des dispositions particulières sont mises en œuvre par l'exploitant, tant au niveau de la conception et de la construction que de l'exploitation de l'installation de manière à limiter les émissions de poussières.</p> <p>Les dispositifs de limitation d'émission des poussières résultant du fonctionnement de l'installation sont aussi complets et efficaces que possible.</p> <p>La conception de l'installation prend en compte l'exécution des opérations de nettoyage et de maintenance dans les meilleures conditions d'hygiène et de sécurité pour les opérateurs.</p> <p>En fonction de la granulométrie des produits minéraux, les postes de chargement et de déchargement sont équipés de dispositifs permettant de réduire les émissions de poussières dans l'atmosphère. [...]</p>
Constats : <p><u>Historique du constat :</u></p> <p><u>L'absence de remise en place de portes sur les bâtiments des installations secondaires et tertiaires entraînent la mise en suspension des accumulations de poussières par le vent.</u></p> <p><u>Réponse de l'exploitant du 22/09/2023 :</u></p> <p>« La poursuite de la remise en état des portes est intégrée au planning des travaux de l'hiver prochain. Les dernières portes seront remises en état au plus tard à la fin du premier trimestre 2024. »</p> <p><u>Constat du 27/08/2024 :</u></p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué qu'il restait quatre portes à mettre en place pour finaliser l'isolement des bâtiments (une sur le bâtiment tertiaire et trois sur le bâtiment secondaire). Il a été constaté que des portes supplémentaires ont été mises en place par rapport à la précédente inspection.</p> <p>Compte tenu de l'absence de vent pendant l'inspection, il n'a pas été constaté d'envols de poussières, autres que celles mises en suspension par la circulation des véhicules.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant doit poursuivre la mise en place des portes pour limiter les émissions de poussières.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N°2 : Méthode de contrôle des émissions sonores : suite inspection du 29/07/2021

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/02/2020, article V
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions sonores
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 27/07/2023 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée dans un délai de trois mois à compter de la mise en service de l'installation de lavage. Un point de mesure est au minimum choisi au niveau du village de Briageau. Les mesures des émissions sonores sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 susvisé.
Constats : <u>Réponse de l'exploitant du 22/09/2023 :</u> « Après s'être rapproché de notre prestataire, les campagnes de mesures de bruit sont bien réalisées avec la méthode « d'expertise ». Le prochain rapport mentionnera explicitement la méthode utilisée. » <u>Constat du 27/08/2024 :</u> Préalablement à l'inspection, l'exploitant a transmis le rapport des mesures de bruit effectuées par ETUDE CONSEIL ENVIRONNEMENT le 15/09/2023. Le rapport ne fait pas mention de non-conformité sur les différents points de contrôle et une mesure a été effectuée au niveau du village de Briageau. Le contrôle a été réalisé selon la méthode d'expertise.
Type de suites proposées : Sans suite

N°3 : Fréquence de contrôle des émissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2002, article 8.5
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions sonores
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 27/07/2023 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : L'exploitant fait procéder au moins tous les ans ou dès que l'extraction se rapproche des zones habitées à une mesure des niveaux d'émissions sonores et des émergences. [...]
Constats : <u>Réponse de l'exploitant du 22/09/2023 :</u> « Comme évoqué lors de l'inspection, il y a eu un manque de communication entre les équipes si bien que le changement de fréquence des campagnes suite à l'APC du 17 février 2022 n'a pas été

pris en compte. La campagne de mesure de 2022 a par conséquent été oubliée.

La prochaine campagne de mesure de bruit aura lieu courant du mois d'octobre, le bon de commande a été passé auprès de notre prestataire. Nous vous transmettrons le rapport de mesures dès réception. »

Constat du 27/08/2024 :

Préalablement à l'inspection, l'exploitant a transmis le rapport des mesures de bruit effectuées par ETUDE CONSEIL ENVIRONNEMENT le 15/09/2023 selon la méthode définie en annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 susvisé. Le rapport ne fait pas mention de dépassement des valeurs limites en limite de site ou dans les zones à émergences réglementées.

Le prochain contrôle est prévu en septembre 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N°4 : Valeurs limites des eaux d'exhaure

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2002, article 9.4

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux d'exhaures

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 27/07/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Les eaux d'exhaure de la carrière, ainsi que les eaux de ruissellement et celles de l'installation de lavage des camions ne pourront être rejetées qu'après avoir subi une neutralisation et une décantation permettant de respecter les valeurs limites suivantes :

- pH entre 5,5 et 8,5
- température : inférieure à 30 °C
- MEST < 35 mg/l (norme NFT 90 105)
- QCO sur effluent non décanté < 125 mg/l (norme NFT 90 101)
- Hydrocarbures < 10 mg/l (norme NFT 90 114)

Ces valeurs seront mesurées sur un échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures. Aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

La modification de couleurs du milieu récepteur mesuré en un point représentatif de la zone de mélange ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l. [...]

Les éléments visés ci-dessus, seront mesurés trimestriellement, les résultats seront archivés par l'exploitant.

La pompe de rejet sera équipée d'un compteur totalisateur de débit.

Constats :

Réponse de l'exploitant du 22/09/2023 :

« Le prélèvement asservi au débit implique des aménagements importants et complexes en sortie de bassin liés à leur configuration : surplomb des terrains naturels, végétation etc.

Aussi sur les conseils de notre prestataire nous vous proposons de réaliser un prélèvement représentatif asservi au temps sur 24 h. Le débit en sortie des bassins varie peu, aussi un prélèvement sur un pas de temps défini et sur une durée totale de 24 h permettra d'obtenir un échantillon représentatif.

Notre prestataire réalisera sa prochaine mesure le 25 octobre, nous lui avons demandé de le réaliser sur 24 h avec un asservissement sur le temps. »

Constat du 27/08/2024 :

Préalablement à l'inspection, l'exploitant a transmis le rapport de contrôle des effluents aqueux, des 16/17 octobre 2023, 10/11 janvier 2024 et 15/16 avril 2024. Les rapports indiquent que les prélèvements ont été réalisés de manière automatique sur une période de 24 heures.

Le Guide de mise en œuvre relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des ICPE, prévoit la possibilité de réaliser ce type d'échantillonnage pour les rejets continus.

Les résultats respectent les valeurs limites d'émission réglementaires.

Type de suites proposées : Sans suite

N°5 : Valeurs limites des retombées de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7

Thème(s) : Risques chroniques, Emissions atmosphériques

Prescription contrôlée :

[...] L'objectif à atteindre est de 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance. [...]

Constats :

Préalablement à l'inspection, l'exploitant a transmis, via l'application GEREP, les résultats des mesures sur les retombées de poussières dans l'environnement.

Les mesures effectuées aux points de type (b) sont inférieures en moyenne annuelle glissante, et pour chaque mesure individuelle, à la valeur de 500 mg/m²/jour et du même ordre de grandeur que le point témoin.

Type de suites proposées : Sans suite

N°6 : Suivi des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2002, article 9.5

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines

Prescription contrôlée :

Le niveau de la nappe phréatique sera contrôlé semestriellement par le suivi des puits suivants cités dans l'étude d'impact :

La Potironnière (n° 7)

La Garenne (n° 13)

Les Béchis (n° 14)

Briageau (n° 19)

La Biche (n° 23)

La Rochelle (n° 26)

Constats :

Préalablement à l'inspection, l'exploitant a transmis les résultats de suivi des niveaux des puits.

Les contrôles sont bien effectués tous les semestres sur les 6 puits.

Type de suites proposées : Sans suite

N°7 : Plan

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2002, article 12

Thème(s) : Situation administrative, Plan
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un plan d'exploitation à une échelle au moins aussi précise que le 1/1 000ème, orienté, comprenant un maillage selon le système Lambert, indiquant : [...] <p>Ce plan sera mis à jour au moins tous les ans. Un exemplaire réduit sera transmis à la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (D.R.I.R.E.).</p> <p>Ces documents seront conservés sur le site par la personne chargée de la direction technique des travaux. Chaque version de ces documents sera versée au dossier d'exploitation de la carrière.</p>
Constats : Préalablement à l'inspection, l'exploitant a transmis le plan d'exploitation en date du 30/06/2023. <p>À la suite de l'inspection, l'exploitant a transmis la version numérique du plan d'exploitation en date du 02/07/2024.</p> <p>La côte la plus basse est à environ -30 mNGF pour une limite autorisée à -35 mNGF.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N°8 : Comité de suivi

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2002, article 12
Thème(s) : Autre, Suivi
Prescription contrôlée : En accord avec la municipalité, l'exploitant met en place et anime un comité de suivi composé de représentants : des élus, des riverains et de l'administration. Ce comité se réunit, au minimum une fois par an, à l'initiative de l'exploitant ou des élus.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué ne pas avoir tenu de comité de suivi lors de l'année 2023. <p>L'exploitant a également indiqué que le prochain comité se réunirait le 25/09/2024.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N°9 : Documents sur les tirs de mines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2002, article 8.6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Tirs de mines
Prescription contrôlée : Pour chaque tir, l'exploitant remplira une fiche comprenant au minimum les indications suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • identification de la carrière • date du tir • plan du gisement avec position du front exploité et du point de mesure de vibrations choisi ; descriptif détaillé du tir : <ul style="list-style-type: none"> ◦ nombre de trous, ◦ masse totale d'explosif, ◦ charge unitaire, ◦ nature des explosifs, ◦ mode d'amorçage, • plan du tir en coupe et vue de dessus

- résultat des mesures de vibration.
 - bande enregistreuse fournie par l'analyseur

Cette fiche sera conservée dans un registre spécial archivé par le responsable technique de la carrière et tenue à la disposition du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement.

Constats :

Lors de l'inspection, il a été procédé au contrôle par sondage du dossier portant sur le tir de mine du 24/05/2024. La constitution du dossier n'appelle pas de commentaire.

Type de suites proposées : Sans suite

N°10 : Prévention des envols de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.2

Thème(s) : Risques chroniques, Emissions atmosphériques

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend les dispositions suivantes pour prévenir et limiter les envols de poussières :

- les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules et engins de l'installation sont aménagées et convenablement nettoyées ;
- la vitesse des engins sur les pistes non revêtues est adaptée ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de boue sur les voies publiques. Le cas échéant, des dispositifs tels que le lavage des roues des véhicules ou tout autre dispositif équivalent sont prévues ;
- les transports des matériaux de granulométrie inférieure ou égale à 5 mm sortant de l'installation sont assurés par bennes bâchées ou aspergées ou par tout autre dispositif équivalent ;
- les engins de foration des trous de mines doivent être équipés d'un dispositif de dépoussiérage.

Constats :

Au début de l'inspection, il a été constaté que le laveur de roue n'était pas fonctionnel, entraînant des dépôts de poussières sur la voirie après la bascule. Celui-ci a été remis en fonctionnement avant la fin de l'inspection.

Les installations de traitement des matériaux n'étaient pas en fonctionnement pendant l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N°11 : Bilan annuel des retombées de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.9

Thème(s) : Risques chroniques, Emissions atmosphériques

Prescription contrôlée :

Chaque année l'exploitant établit un bilan des mesures réalisées.

Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation. Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.

Constats :

Préalablement au contrôle, il a été constaté que l'exploitant a transmis les résultats des mesures des retombées de poussières dans l'environnement pour l'année 2023 par l'application GEREP.

Cependant, ces valeurs ne sont pas commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation.

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le bilan établi par GEOSCOP pour l'année 2023.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Lors de la prochaine transmission des résultats des retombées de poussières, l'exploitant doit soit transmettre le bilan complet établi par GEOSCOP soit ajouter les commentaires sur l'application GEREP.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours